

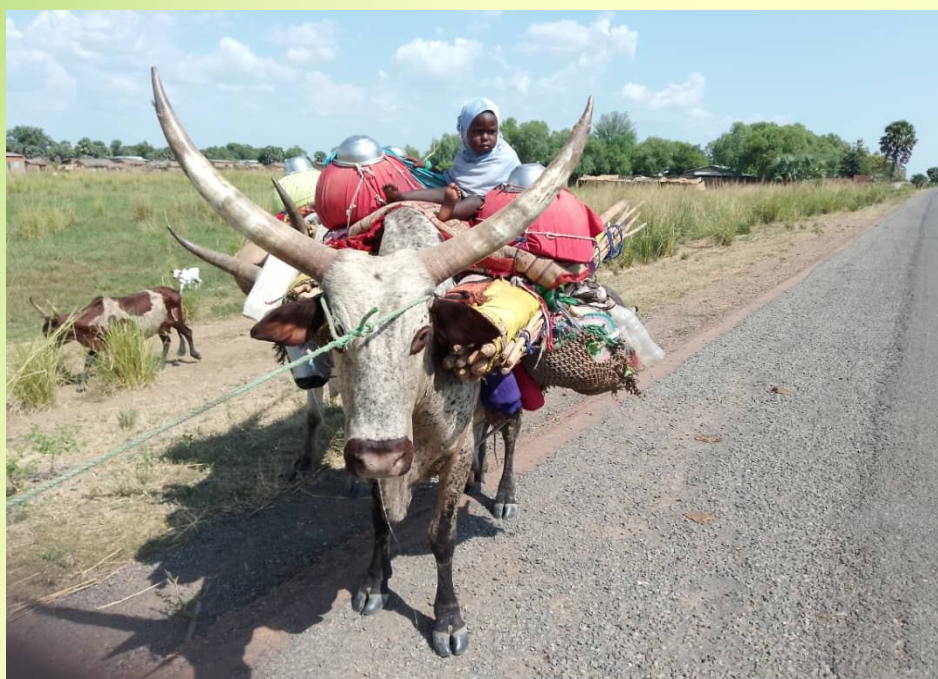
N°35 – 19^e année

Décembre 2025

ISSN-P : 1993-3134

ISSN-L : 3007-4185

À H Ñ H Ñ



REVUE DE GEOGRAPHIE DU LARDYMES

Laboratoire de Recherche sur la Dynamique
des Milieux et des Sociétés

Faculté des Sciences de l'Homme et de la Société

UNIVERSITE DE LOME – TOGO

<https://ahoho.net/>

<https://www.sjifactor.com/passport.php?id=23818>

À H Ñ H Ñ

REVUE DE GEOGRAPHIE DU LARDYMES

BASE D'INDEXATION



TOGETHER WE REACH THE GOAL

SJIF Impact Factor

SJIF 2025 : 5.123

<https://www.sjifactor.com/passport.php?id=23818>

ISSN-P : 1993-3134

ISSN-L : 3007-4185

URL : <https://ahoho.net/>

Country :  Togo

BASES DE RÉFÉRENCEMENT



Àḥḥḥ

Àḥḥḥ : que signifie ce vocable et pourquoi l'avoir choisi pour désigner une revue scientifique ?

Le mot aḥḥḥ prononcé àḥḥḥ, à ne pas confondre avec aḥhḷ, désigne en éwé le cerveau, au propre et au figuré, et aussi la cervelle. Il appartient au champ analogique de súśú "pensée", "idée" ; anyásā "intelligence" "connaissance". Anyásā désigne également la bronche du poisson.

Dans les textes bibliques, anyásā est mis en rapport synonymique avec núnya "savoir".

Mais pour exprimer le savoir scientifique, et la pensée profonde profane, on utiliserait Àḥḥḥ. Voilà pourquoi le vocable a été retenu pour nommer cette Revue de Géographie que le *Laboratoire de Recherche sur la Dynamique des Milieux et des Sociétés (LARDYMES)* du Département de Géographie se propose de faire paraître annuellement.

La naissance de cette revue scientifique s'explique par le besoin pressant de pallier le déficit d'organes de publication spécialisés en géographie dans les universités francophones de l'Afrique subsaharienne.

Aujourd'hui, nous vivons dans un monde de concurrence et d'évaluation et le milieu de la recherche scientifique n'est pas épargné par ce phénomène : certains pays africains à l'instar des pays développés, évaluent la qualité de leurs universités et organismes de recherche, ainsi que leurs chercheurs et enseignants universitaires sur la base de résultats mesurables et prennent des décisions budgétaires en conséquence. Les publications scientifiques sont l'un de ces résultats mesurables.

La publication des résultats de la recherche (ou la transmission de l'information ou du savoir est la pierre angulaire du développement de la culture technologique de l'humanité depuis des millénaires : depuis les peintures rupestres d'animaux (destinées peut-être à la formation des futurs chasseurs ou à honorer un projet de chasse) en passant par les hiéroglyphes des Egyptiens jusqu'aux dessins et écrits de Léonard de Vinci (les premiers rapports techniques). L'apparition de techniques d'impression bon marché a induit une croissance explosive des publications, et une certaine évaluation de la qualité était devenue nécessaire. Les sociétés savantes ont commencé à critiquer les publications, qui étaient souvent sous forme manuscrite et lues en public ; ce procédé est la version ancestrale de l'évaluation que nous pratiquons de nos jours. Aujourd'hui, une publication électronique multimédia accessible par un hyperlien, comportant un code exécutable et des données associées, peut être évaluée par toute personne au moyen d'un commentaire en ligne.

Le fait d'extérioriser les concepts de l'esprit des chercheurs et enseignants universitaires, de les consigner par écrit (avec les résultats et observations qui y sont associés), permet une conservation posthume des travaux de ceux-ci et rend leurs résultats reproductibles et diffusables. Certains estiment que cette « conservation externe de la mémoire » est le signe distinctif de l'humanité.

C'est précisément pour parvenir à cette vision holistique de la recherche (et non seulement de ses résultats, dont les plus évidents sont les publications, mais aussi de son contexte), que nous éditons depuis 2007 la revue Aḥḥḥ afin que chaque géographe trouve désormais un espace pour diffuser les résultats de ses travaux de recherche et puisse se faire évaluer pour son inscription sur les différentes listes d'aptitudes des grades académiques de son université.

Puisse sa parution être transmise au sein des enseignants et chercheurs du LARDYMES de génération en génération.

Professeur Koffi A. AKIBODE

À H Š H Š

Revue de Géographie du LARDYMES

publiée par le *Laboratoire de Recherche sur la Dynamique des Milieux et des Sociétés (LARDYMES)* du Département de Géographie, Faculté des Sciences de l'Homme et de la Société, Université de Lomé.

Directeur :

Tchégnon ABOTCHI, Professeur Titulaire, Université de Lomé

Secrétariat de rédaction :

- **Koudzo SOKEMAWU**, Professeur Titulaire, Université de Lomé
- **Martin Dossou GBENOUGA**, Professeur Titulaire, Université de Lomé
- **Délali Komivi AVEGNON**, Professeur Titulaire, Ecole Normale Supérieure d'Atakpamé, Togo

Secrétariat administratif :

- **Koudzo SOKEMAWU**, Professeur Titulaire, Université de Lomé
- **Koku-Azonko FIAGAN**, Maître de Conférences, Université de Lomé

Comité scientifique :

- **Jérôme ALOKO-N'GUESSAN**, Directeur de Recherche, Institut de Géographie Tropicale, Université de Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, Côte d'Ivoire
- **Maurice Bonaventure MENGHO**, Professeur Titulaire, Université Marien Ngouabi, Brazzaville, Congo
- **Oumar DIOP**, Professeur Titulaire, Université Gaston Berger, Saint-Louis, Sénégal
- **Odile Viliho DOSSOU GUEDEGBE**, Professeure Titulaire, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- **Jean Bernard MOMBO**, Professeur Titulaire, Université Omar Bongo, Gabon
- **Henri MONTCHO**, Professeur Titulaire, Université Zinder, Niger
- **Nébié OUSMANE**, Professeur Titulaire, Université à l'Université Ouaga I Pr Joseph Ki Zerbo, Ouagadougou, Burkina Faso
- **Céline Yolande KOFFIE-BIKPO**, Professeure Titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, Côte d'Ivoire
- **Paul Kouassi ANOH**, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, Côte d'Ivoire
- **Arsène DJAKO**, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire
- **Tchégnon ABOTCHI**, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- **Joseph Pierre ASSI-KAUDJHIS**, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire
- **Placide F. G. A. CLEDJO**, Professeur Titulaire, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- **Koudzo SOKEMAWU**, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- **Follygan HETCHELI**, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- **Kossiwa ZINSOU-KLASSOU**, Professeure Titulaire, Université de Lomé, Togo

- **Padabô KADOUZA**, Professeur Titulaire, Université de Kara, Togo
- **Moussa GIBIGAYE**, Professeur Titulaire, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- **Toussaint VIGNINO**, Professeur Titulaire, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- **Selom Komi KLASSOU**, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- **Bernard FANGNON**, Professeur Titulaire, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- **Tchaa BOUKPESSI**, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- **Adrien DOSSOU-YOVO**, Professeur Titulaire, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- **Pessièzoum ADJOUSI**, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- **Narcisse ASSI-KAUDJHIS**, Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire
- **Fidèle Marcellin ALLOGHO-NKOGHE**, Professeur Titulaire, Université Omar Bongo de Libreville, Gabon
- **Médard NDOUTORLENGAR**, Professeur Titulaire, Université de N'Djaména, Tchad
- **Konan KOUASSI**, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire
- **Délali Komivi AVEGNON**, Professeur Titulaire, Ecole Normale Supérieure d'Atakpamé, Togo

Comité de lecture

- **Koudzo SOKEMAWU**, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- **Follygan HETCHELI**, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- **Padabô KADOUZA**, Professeur Titulaire, Université de Kara, Togo
- **Moussa GIBIGAYE**, Professeur Titulaire, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- **Selom Komi KLASSOU**, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- **Tchaa BOUKPESSI**, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- **Pessièzoum ADJOUSI**, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- **Konan KOUASSI**, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire
- **Délali Komivi AVEGNON**, Professeur Titulaire, Ecole Normale Supérieure d'Atakpamé, Togo
- **Médard NDOUTORLENGAR**, Professeur Titulaire, Université de N'Djaména, Tchad
- **Ludovic Baïsserné PALOU**, Maître de Conférences, Ecole Normale Supérieure de N'Djaména, Tchad
- **Vincent MOUTEDE-MADJI**, Maître de Conférences, Université d'ATI, Tchad
- **Dangnisso BAWA**, Maître de Conférences, Université de Lomé, Togo

A ces membres du comité scientifique et de lecture, s'ajoutent d'autres personnes ressources consultées occasionnellement en fonction des articles à évaluer

Photo couverture _ *Aḥḥḥ* _ Décembre 2024 : Exode de pasteurs nomades à Han Bonbhor au Tchad
(Crédit : Ludovic Baiserne PALOU)

Copyright © reserved « *Revue À H ̣ H ̣* »

Site Internet de la revue *Aḥḥḥ* : <https://ahoho.net/>

The journal is indexed in : SJIFactor.com, <https://www.sjifactor.com/passport.php?id=23818>

AVIS AUX AUTEURS

La *Revue Ah5h5*, Revue de Géographie du LARDYMES (Laboratoire de Recherche sur la Dynamique des Milieux et des Sociétés) diffuse de travaux originaux de géographie qui relèvent du domaine des « Sciences de l'homme et de la société ». Elle publie des articles originaux, rédigés en français, non publiés auparavant et non soumis pour publication dans une autre revue. Les normes qui suivent sont conformes à celles adoptées par le Comité Technique Spécialisé (CTS) de Lettres et sciences humaines / CAMES (cf. dispositions de la 38^e session des consultations des CCI, tenue à Bamako du 11 au 20 juillet 2016).

1. Les manuscrits

Un projet de texte soumis à évaluation, doit comporter un titre (Times New Romans, taille 12, Lettres capitales, Gras), la signature (Prénom(s) et NOM (s)) de l'auteur ou des auteurs, l'institution d'attache, l'adresse électronique de (des) auteur(s), le résumé en français (300 mots au plus), les mots-clés (cinq), le résumé en anglais (du même volume), les keywords (même nombre que les mots-clés). Le résumé doit synthétiser la problématique, la méthodologie et les principaux résultats.

Le manuscrit doit respecter la structuration habituelle du texte scientifique : Introduction (problématique, objectifs, hypothèses compris), Approche méthodologique, Résultats et analyse des résultats, Discussion, Conclusion et Références bibliographiques. Les notes infrapaginales, numérotées en chiffres arabes, sont rédigées en taille 10 (Times New Roman). Réduire au maximum le nombre de notes infrapaginales. Ecrire les noms scientifiques et les mots empruntés à d'autres langues que celle de l'article en italique (*Adansonia digitata*). Le volume du projet d'article (texte à rédiger dans le logiciel word, Times New Romans, taille 12, interligne 1,5) doit être de 30 000 à 40 000 caractères (espaces compris). Les titres des sections du texte doivent être numérotés de la façon suivante :

- **1. Premier niveau, premier titre (Times 12 gras)**
- **1.1. Deuxième niveau (Times 12 gras italique)**
- **1.1.1. Troisième niveau (Times 11 gras italique)**
- **1.1.1.1. Quatrième niveau (Times, 10 gras italique)**

2. Les illustrations

Les tableaux, les cartes, les figures, les graphiques, les schémas et les photos doivent être numérotés (numérotation continue) en chiffres arabes selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Ils doivent comporter un titre concis, placé au-dessus de l'élément d'illustration (centré). La source (centrée) est indiquée au-dessous de l'élément d'illustration (Taille 8 gras italique). Ces éléments d'illustration doivent être annoncés, insérés puis commentés dans le corps du texte.

La présentation des illustrations : figures, cartes, graphiques, etc. doit respecter le miroir de la revue. Ces documents doivent porter la mention de la source, de l'année et de l'échelle (pour les cartes).

3. Notes et références

- Les passages cités sont présentés entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépasse trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en retrait, en diminuant la taille de police d'un point.
- Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, ainsi qu'il suit :
 - Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'auteur, année de publication, pages citées (K. Sokémawu, 2012, p. 251) ;
 - Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées).

Exemples :

En effet, le but poursuivi par M. Ascher (1998, p. 223), est « d'élargir l'histoire des mathématiques de telle sorte qu'elle acquière une perspective multiculturelle et globale (...) »

Pour dire plus amplement ce qu'est cette capacité de la société civile, qui dans son déploiement effectif, atteste qu'elle peut porter le développement et l'histoire, S. B. Diagne (1991, p. 2) écrit :

Qu'on ne s'y trompe pas : de toute manière, les populations ont toujours su opposer à la philosophie de l'encadrement et à son volontarisme leurs propres stratégies de contournements. Celles-là, par exemple, sont lisibles dans le dynamisme, ou à tout le moins, dans la créativité dont sait preuve ce que l'on désigne sous le nom de secteur informel et à qui il faudra donner l'appellation positive d'économie populaire.

Le philosophe ivoirien a raison, dans une certaine mesure, de lire, dans ce choc déstabilisateur, le processus du sous-développement. Ainsi qu'il le dit :

Le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale : crise socio-économique (exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux), mais aussi crise socioculturelle et de civilisation traduisant une impréparation socio-historique et une inadaptation des cultures et des comportements humains aux formes de vie imposées par les technologies étrangères. (S. Diakité, 1985, p. 105).

Les sources historiques, les références d'informations orales et les notes explicatives sont numérotées en continue et présentées en bas de page.

Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : Nom et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Titre, Editions, Lieu d'éditions, pages (p.) pour les articles et les chapitres d'ouvrage.

Le titre d'un article est présenté entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre, le nom du traducteur et/ou de l'édition (ex : 2^{de} éd.).

Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteurs. Par exemple :

Références bibliographiques

AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, L'Harmattan, Paris, France, 345 p.

BAKO-ARIFARI Nassirou, 1989, *La question du peuplement Dendi dans la partie septentrionale de la République Populaire du Bénin : Le cas du Borgou*, Mémoire de Maîtrise de Sociologie, FLASH, UNB, Cotonou, Bénin, 73 p.

BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, PUF, Paris, France, 368 p.

BOUQUET Christian et KASSI-DJODJO Irène, 2014, « Déguerpir » pour reconquérir l'espace public à Abidjan. In : *L'Espace Politique*, mis en ligne 17 mars 2014, consultée le 04 août 2017. URL : <http://espacepolitique.revues.org/2963>

DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », *Diogène*, 202, p. 145-151.

DIAKITE Sidiki, 1985, *Violence technologique et développement. La question africaine du développement*, L'Harmattan, Paris, France, 153 p.

LAVIGNE DELVILLE Philippe, 1991, Migration et structuration associative : enjeux dans la moyenne vallée. In : *La vallée du fleuve Sénégal : évaluations et perspectives d'une décennie d'aménagements*, Karthala, Paris, France, p. 117-139.

SEIGNEBOS Christian, 2006, Perception du développement par les experts et les paysans au nord du Cameroun. In : *Environnement et mobilités géographiques*, Actes du séminaire, PRODIG, Paris, France, p. 11-25.

SOKEMAWU Koudzo, 2012, « Le marché aux fétiches : un lieu touristique au cœur de la ville de Lomé au Togo », In : *Journal de la Recherche Scientifique de l'Université de Lomé*, Série « Lettre et sciences humaines », Série B, Volume 14, Numéro 2, Université de Lomé, Lomé, Togo, p. 11-25.

Pour les travaux en ligne ajouter l'adresse électronique (URL)

NOTA BENE

- ✚ Le non-respect des normes éditoriales entraîne le rejet d'un projet d'article
- ✚ Tous les prénoms des auteurs doivent être entièrement écrits dans la bibliographie.
- ✚ Pagination des articles et chapitres d'ouvrage, écrire p. 2-45, par exemple et non pp. 2 45.
- ✚ En cas de co-publication, citer tous les co-auteurs.
- ✚ Eviter de faire des retraits au moment de débiter les paragraphes, observer plutôt un espace entre les paragraphes.

4. Structuration de l'article

Introduction, Méthodologie (Approche), Résultats et analyses, Discussion, Conclusion et Références bibliographiques.

Résumé

Dans le résumé, l'auteur fera apparaître le contexte, l'objectif, une esquisse de la méthode et des résultats obtenus. Traduire le résumé en Anglais (**y compris le titre de l'article**)

Introduction (A ne pas numéroté)

Elle doit comporter la problématique de l'étude (constat, problème, questions), les objectifs et si possible les hypothèses.

1. Outils et méthodes (Méthodologie/Approche méthodologique)

L'auteur expose uniquement ce qui est outils et méthodes.

2. Résultats et analyses

L'auteur expose ses résultats, qui sont issus de la méthodologie annoncée dans **Outils et méthodes** (pas les résultats d'autres chercheurs). L'analyse des résultats traduit l'explication de la relation entre les différentes variables objet de l'article.

3. Discussion

La discussion est placée avant la conclusion. Dans cette discussion, confronter les résultats de votre étude avec ceux des travaux antérieurs, pour dégager différences et similitudes, dans le sens d'une validation scientifique de vos résultats. La discussion est le lieu où le contributeur dit ce qu'il pense des résultats obtenus, il discute les résultats ; c'est une partie importante qui peut occuper jusqu'à plus deux pages.

Conclusion (A ne pas numéroté)

Le texte devra être saisi en Word et enregistré sous version 97/2003 puis envoyé par courriel à : revueahoho@yahoo.fr et yves.soke@yahoo.fr. La Revue *Àh̃h̃* reçoit les articles des contributions du 1^{er} février au 15 mai pour le numéro de juin et du 1^{er} juin au 15 septembre pour le numéro de décembre. Un article accepté pour publication dans la Revue *Àh̃h̃* exige de ses auteurs, une contribution financière de 50 000 F CFA, représentant les frais d'instruction et de publication.

NB : Les auteurs sont entièrement responsables du contenu de leurs contributions.

N. D. L. R.

Sommaire

Meglo Alexandre ZO, Mathieu Jonasse AFFRO, Nambegué SORO

Évaluation des stratégies d'adaptation à la situation du climat et perspectives agroclimatique dans le Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire **p. 1-14**

Bi Sehi Antoine TAPE

Accès aux médicaments en milieu urbain africain : le cas de la ville de Korhogo (Côte d'Ivoire)..... **p. 15-23**

Lamine Ousmane CASSÉ, Babacar DIOUF, Awa FALL

Vulnérabilité territoriale versus résilience sociale à l'épreuve des inondations dans les parcelles assainies de Keur Massar à Dakar (Sénégal) **p. 24-40**

Abdou BALLO, Charles SAMAKE, Bréhima DIARRA

Dispositifs de gestion des conflits entre agriculteurs et éleveurs dans la commune rurale de Sio, région de Mopti (Mali) **p. 41-50**

Glenn-Freddy MIHINDOU MIHINDOU, Dieu-Donné MOUKETOU-TARAZEWCZ

Cartographie des changements d'occupation du sol dans la commune de Mouila au Gabon entre 2003 et 2023..... **p. 51-67**

Eveline MAHOUNGOU, Hilarion Bagel MIZHAIRE, Francelet Gildas KIMBATSA, Koudzo SOKEMAWU

Commerce des produits horticoles et gestion des invendus au marché Total de Brazzaville en République du Congo..... **p. 68-82**

Chilé Nadège YAPO épse Kouakou, Koffi Mouroufié KOUMAN, Céline Yolande KOFFIÉ-BIKPO

Influence des végétaux aquatiques envahissants sur la pêche dans le lac du barrage hydroélectrique de Soubré en Côte d'Ivoire **p. 83-93**

Mouhamadou Lamine DIALLO, El Hadji Serigne TOP

Ruée des mineurs d'origine chinoise vers l'or dans les frontières du Sénégal et du Mali, instabilité politique et gouvernance du secteur extractif **p. 94-102**

Model DJEMON, Bakhit MAHAMAT AHMAT BAKHIT

L'érosion du bassin versant du Batha (Centre-Est du Tchad) : un pied humain sur l'accélérateur du processus naturel **p. 103-115**

N'Guessan Arsène KOUADIO, Kouamé Perèze TANOI, Yao Bruno N'GUESSAN

Optimisation de la gestion des déchets ménagers urbains par l'usage des solutions géospatiales à Botro (Centre de la Côte d'Ivoire) **p. 116-127**

Alfred Bothé Kpadé DOSSA

Analyse contingente de la transition écologique vers les motos électriques à Cotonou au Bénin **p. 128-141**

Arouna DEMBELE, Issa FOFANA, Samba Mamadou SIDIBE

Impacts des changements climatiques sur la céréaliculture dans l'ex-cercle de Kita au Mali **p. 142-154**

Moussa SOW, Labaly TOURÉ, Ndeye Marième SAMB

Caractérisation de la variabilité climatique et analyse de ses incidences sur la dynamique spatio-temporelle de la végétation dans le bassin versant du Ferlo sur la période 1981-2021 **p. 155-168**

Sahada IDRISSA, Abdourazakou ALASSANE, Tatongueba SOUSSOU, Kankpénangue SIKBAGOU, Tchaa BOUKPESSI

Conflits hippopotames amphibies (*Hippopotamus amphibius lennaeus*, 1758) de la mare de Koumbeloti et population riveraine en pays Anoufo au Nord-Togo **p. 169-183**

Zady Edouard ZOGBO, Kadjo Henri Joël NIAMIEN, N'guessan Olivier KOUADIO, Joseph. P. ASSI-KAUDHJIS

Étude des externalités de la rizipisciculture dans la sous-préfecture de Bédiala (Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire) **p. 184-198**

Yapo Antoine GBOCHO

Crises sociopolitiques et problématique de l'accès au logement dans la ville de Bouaké (Centre de la Côte d'Ivoire) **p. 199-211**

Babacar NDAO, Cheikh Tidiane WADE, Henri Marcel SECK, Oumar SY

Variabilité climatique et stratégies d'adaptation dans le sud du bassin arachidier : l'expérience des agriculteurs de la commune de Keur Maba Diakou (Kaolack, Sénégal) **p. 212-225**

Guy Roger Yoboué KOFFI

Résilience féminine dans un contexte de crise cacaoyère dans la sous-préfecture de Mèagui (Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire) **p. 226-237**

Boubacar Amadou DIALLO

Quantification des changements de l'utilisation du sol dans le district de Bamako avec l'imagerie Satellitaire LANDSAT) **p. 238-249**

Bi Tchan André DOHO

Mécanismes d'intégration des villages périphériques à la ville de Yamoussoukro (Centre de la Côte d'Ivoire) **p. 250-261**

Adeline Olga BRISSY

Prolifération des points de stagnation des eaux usées et risques environnementaux et sanitaires dans le quartier Dar-Es-Salam de Bouaké (Centre Côte d'Ivoire) **p. 262-273**

Oumar OUATTARA, Siriki YÉO

Activités minières et riziculture irriguée : dynamique de conflits d'usage des sols autour du barrage hydro-agricole de Kafiné (Centre-Nord de la Côte d'Ivoire) **p. 274-284**

Mahamadou ABOCAR, Abdoukadi Oumarou TOURÉ, Habiboulaye Daouda MAIGA, Alhassane Moulaye KONTA

Aménagement des lacs interconnectés du système Faguibine dans la région de Tombouctou au Mali : enjeux, défis et perspectives **p. 285-296**

Ari MAMADOU MOUSTAPHA, Hadiza KIARI FOUGOU

Analyse des modes d'accès aux parcelles des périmètres irrigués d'aménagements hydro-agricoles des rives de la Komadougou Yobé, Niger **p. 297-310**

Konnegbéne LARE

Capitalisation des pratiques endogènes de gestion des sols et productivité agricole face au changement climatique dans la Région des Savanes au Nord-Togo **p. 311-328**

Diomandé GONDO

Impact environnemental de l'utilisation des pesticides par les agriculteurs à Gouessesso (Ouest de la Côte d'Ivoire) **p. 329-339**

Kapiéfolo Julien KONE, Manse BAMBA, Djibril KONATE

Un système de transport urbain innovant à Korhogo en Côte d'Ivoire : le YANGO) **p. 340-350**

Gaston SAMBA

Application du modèle Probit de Heckman à l'analyse des perceptions empiriques du changement climatique et des stratégies d'adaptation endogènes des agriculteurs du district de Madingou (Congo-Brazzaville) **p. 351-365**

Hassane MAHAMAT HEMCHI

Faya-Largeau entre urbanité saharienne et résilience oasienne **p. 366-375**

Issouf BONSA

Répartition spatiale des lieux de culte protestants dans la ville de Ouagadougou (Burkina Faso) ... **p. 376-383**

Lanzeni YEO

Les contraintes du maraîchage sur le périmètre irrigué de la coopérative YÉBENWOGNON à Kanihoua (Nord de la Côte d'Ivoire) **p. 384-391**

CRISES SOCIOPOLITIQUES ET PROBLÉMATIQUE DE L'ACCÈS AU LOGEMENT DANS LA VILLE DE BOUAKÉ (CENTRE DE LA CÔTE D'IVOIRE)

Yapo Antoine GBOCHO

Maître-Assistant

*Université Alassane OUATTARA, Bouaké, Côte
d'Ivoire*

E-mail : agbocho@hotmail.com

Reçu le 31 juillet 2025 ; Révisé le 23 septembre
2025 ; Accepté le 26 octobre 2025

Résumé : La ville de Bouaké, deuxième plus grande ville de Côte d'Ivoire, a été fortement marquée par des crises sociopolitiques, notamment la rébellion de 2002 et la crise post-électorale de 2010-2011. Ces événements ont profondément affecté son évolution socioéconomique. Cet article a pour objectif d'évaluer l'impact de ces crises sur l'accès au logement dans la ville de Bouaké. Pour atteindre cet objectif, la méthodologie a reposé sur l'exploitation des données issues de plusieurs services administratifs dont l'INS. Ces données ont été complétées par une enquête par questionnaire réalisée auprès de 418 chefs de ménage issus de 08 quartiers de la ville de Bouaké. Les résultats montrent une diversité des facteurs qui expliquent le manque de logement à Bouaké, notamment la destruction du parc immobilier et la spéculation foncière. Ces résultats révèlent également que le manque de logements à Bouaké entraîne une inflation du coût des loyers, un surpeuplement croissant des habitations ainsi que le développement d'habitats précaires et à risque.

Mots-clés : Crises sociopolitiques, problème d'accès au logement, ville de Bouaké, Centre de la Côte d'Ivoire.

SOCIOPOLITIC CRISES AND THE PROBLEM OF ACCESS TO HOUSING IN THE CITY OF BOUAKÉ (CENTRAL IVORY COAST)

Abstract: The city of Bouaké, the second largest city in Côte d'Ivoire, has been strongly marked by socio-political crises, notably the rebellion of 2002 and the post-electoral crisis of 2010-2011. These events profoundly affected its socio-economic development. This article aims to assess the impact of these crises on access to housing in the city of Bouaké. To achieve this objective, the methodology was based on the use of data from

several administrative services including the INS. These data were supplemented by a questionnaire survey carried out among 418 heads of household from 8 neighborhoods of the city of Bouaké. The results show a diversity of factors that explain the lack of housing in Bouaké, notably the destruction of housing stock and land speculation. These results also reveal that the lack of housing in Bouaké leads to inflation in the cost of rent, increasing overcrowding of homes as well as the development of precarious and at-risk housing.

Keywords: Sociopolitical crises, problem of access to housing, city of Bouaké, Central Ivory Coast.

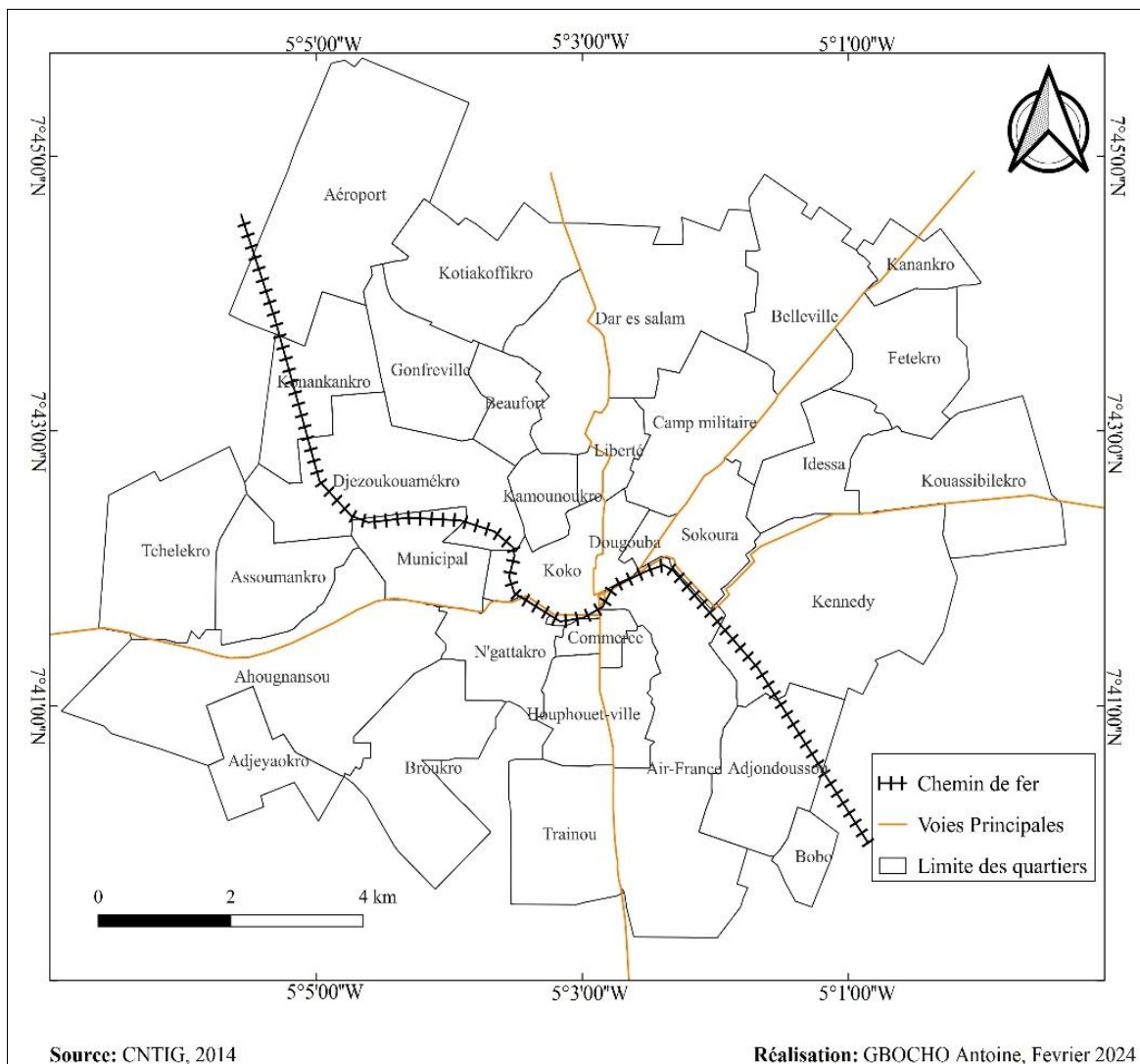
Introduction

L'accès à un logement décent constitue un aspect fondamental de la vie urbaine, ainsi qu'un indicateur clé de la stabilité sociale et du bien-être économique (Union Européenne, 2020, p. 7). Cependant, dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, la forte croissance urbaine, souvent non accompagnée par une planification adéquate, a entraîné une aggravation du déficit en logements et une prolifération de quartiers précaires (ONU-Habitat, 2020, p. 45). Selon M. Sylla et S. Tall (2019, p. 78), cette situation découle de la combinaison de facteurs structurels tels que la spéculation foncière, la faiblesse des politiques publiques et l'absence de mécanismes de financement adaptés aux revenus modestes. De même, A. Marie (2016, p. 112) souligne que l'urbanisation rapide, sans maîtrise foncière crée des inégalités spatiales et sociales marquées, limitant l'accès des populations vulnérables à un habitat digne et sécurisé.

À Bouaké, deuxième plus grande agglomération de Côte d'Ivoire, les crises sociopolitiques qu'a connues le pays, notamment la rébellion de 2002 et la crise post-électorale de 2010-2011, ont profondément impacté le développement de la ville, en particulier dans le secteur de l'habitat (D. Ousmane, 2015, p. 8). La destruction des infrastructures résidentielles, le déplacement des populations et les difficultés de reconstruction ont contribué à aggraver la crise du logement dans la ville (N. Sangare et al., 2021, p. 183). Cette recherche se propose d'analyser le lien entre les crises

sociopolitiques et l'accès au logement à Bouaké, cadre de l'étude (Carte n°1).

Carte n°1 : Présentation de la ville de Bouaké



En évaluant les impacts directs et indirects de ces crises sur les dynamiques de l'habitat, elle vise en outre à mettre en lumière les facteurs sous-jacents de la pénurie persistante de logements et ses implications sociales. Elle repose sur l'hypothèse selon laquelle, les graves difficultés d'accès au logement dans la ville résultent des différentes crises sociopolitiques. Elle s'appuie sur un cadre méthodologique combinant des sources documentaires et des enquêtes de terrain. Elle offre une analyse approfondie des défis rencontrés dans l'accès au logement à Bouaké dans le contexte d'une croissance urbaine exacerbée.

1. Méthodologie

L'évaluation de l'impact des crises sociopolitiques sur l'accès au logement à

Bouaké s'est appuyée sur des données issues de sources documentaires et d'enquête de terrain. En effet, les statistiques utilisées proviennent de différents services et structures administratives de la ville tels que la Mairie et le Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme. Les enquêtes de terrain ont concerné 08 quartiers de la ville. Le choix de ces quartiers a été fait sur la base du type et la densité des quartiers. Ainsi, 2 quartiers de haut standing (Kennedy et Air-France 3), 3 quartiers de moyen standing (Nimbo, Dar es Salam 1 et Belleville 1) et 3 quartiers de bas standing (Sokoura, N'Dakro et Broukro 1) ont été retenus. Cette enquête a concerné 418 chefs de ménage repartis proportionnellement dans les 08 quartiers (Tableau n°1).

Tableau n°1 : Répartition des chefs de ménage enquêtés par quartier

Quartiers	Nombre de ménage par quartier	Ménage enquêté par quartier
Kennedy	891	10
N'Dakro	1 121	12
Air France 3	1 719	19
Dar Es Salam 1	8 318	92
Belle ville 1	8 774	97
Sokoura	8 160	90
Broukro 1	6 669	73
Nimbo	2 290	25
Total	37 942	418

Source : INS, 2021.

Le nombre de ménage a été défini à partir de la base de données issue du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2021. Pour garantir la qualité des collectes, le questionnaire a été administré en « face à face » avec l'aide d'un agent recenseur formé à cet effet. Le questionnaire a porté sur les variables relatives aux caractéristiques sociodémographiques et économiques des chefs de ménage, au mode d'acquisition de terrain constructible et aux conditions d'accès au logement. L'analyse et le traitement de ces données ont été faits à l'aide d'une base de données créée à partir du logiciel IBM SPSS 20.0. Le logiciel MS EXCEL 2016 a servi pour les calculs statistiques, la conception des graphiques et des tableaux. Par la suite un traitement cartographique des données a été effectué par le biais du logiciel QGIS 2.18. L'utilisation du logiciel Autocad fut d'une

grande utilité pour la réalisation des cartes des zones inondables de la ville de Bouaké.

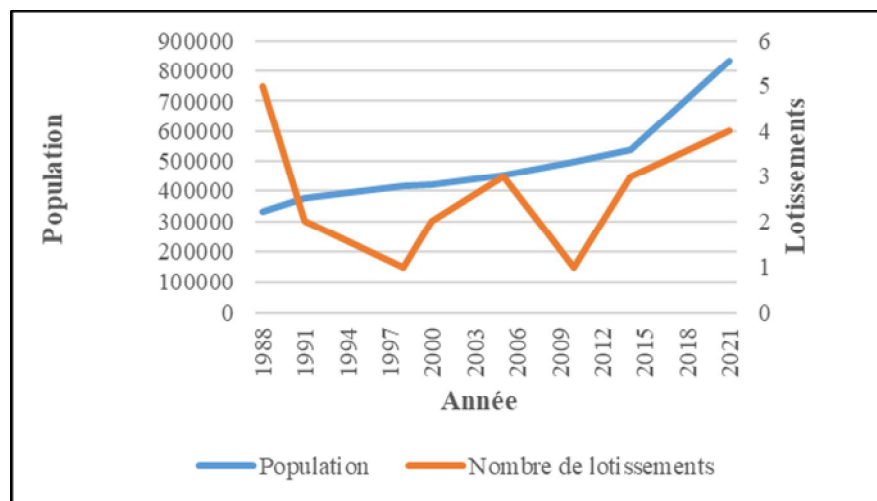
2. Résultats

Les principaux résultats de cette étude mettent en lumière la situation du logement à Bouaké. Elle examine également les facteurs expliquant le déficit en logements ainsi que les conséquences de la crise du logement dans la ville.

2.1. La situation du logement à Bouaké : une inadéquation entre l'offre et la demande de logements

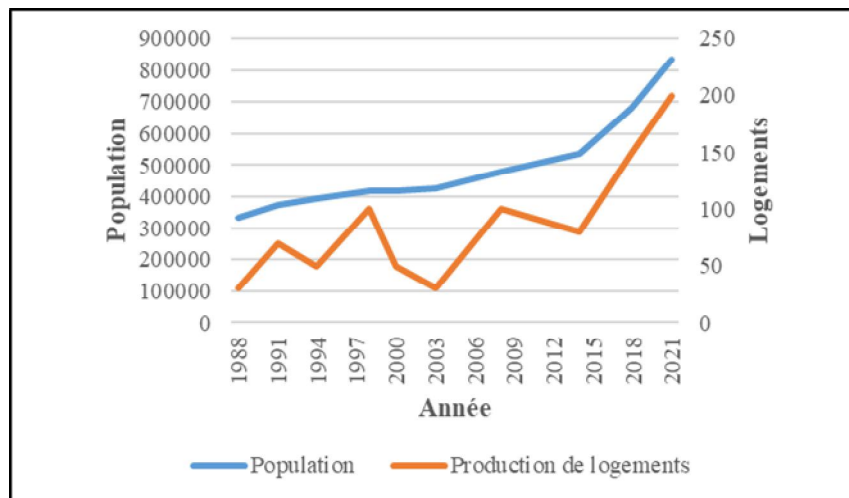
Les crises successives de 2002 à 2011 ont profondément affecté la ville de Bouaké, perturbant ainsi le marché immobilier et accentuant le déséquilibre entre l'offre et la demande de logements (Figures n°1 et n°2).

Figure n°1 : Évolution de la population et des opérations de lotissements à Bouaké de 1988 à 2021



Source : INS, 2021 et Enquêtes de terrain, Janvier 2024.

Figure n°2 : Évolution de la population et de la production de logements à Bouaké de 1988 à 2021



Source : INS, 2021 et Enquête de terrain, Janvier 2024

Après une phase initiale de forte activité, les opérations de lotissement sont marquées par de fortes fluctuations ponctuées par des années de baisse marquée et des périodes de croissance (Figure n°1). Le rythme de production des logements suit la même tendance avec cependant des fluctuations moins accentuées (Figure n°2). Même si la tendance générale de la production des lots et des logements est croissante, elle reste largement inférieure à celle de l'évolution de la population.

2.2. Facteurs explicatifs du manque de logement à Bouaké

2.2.1. Destructures directes du parc immobilier dues aux crises sociopolitiques

Les crises sociopolitiques de 2002 et de 2010-2011 ont gravement affecté le parc immobilier de Bouaké, entraînant des destructions massives de logements et de commerces. Les bombardements, affrontements et actes de vandalisme ont endommagé plusieurs quartiers, aggravant la pénurie de logements et laissant de nombreux habitants sans abri (Planche n°1). Les zones stratégiques et proches des combats ont été les plus touchées, accentuant la crise du logement dans ces quartiers.

Planche n°1 : Maisons détruites par les crises sociopolitiques à Bouaké

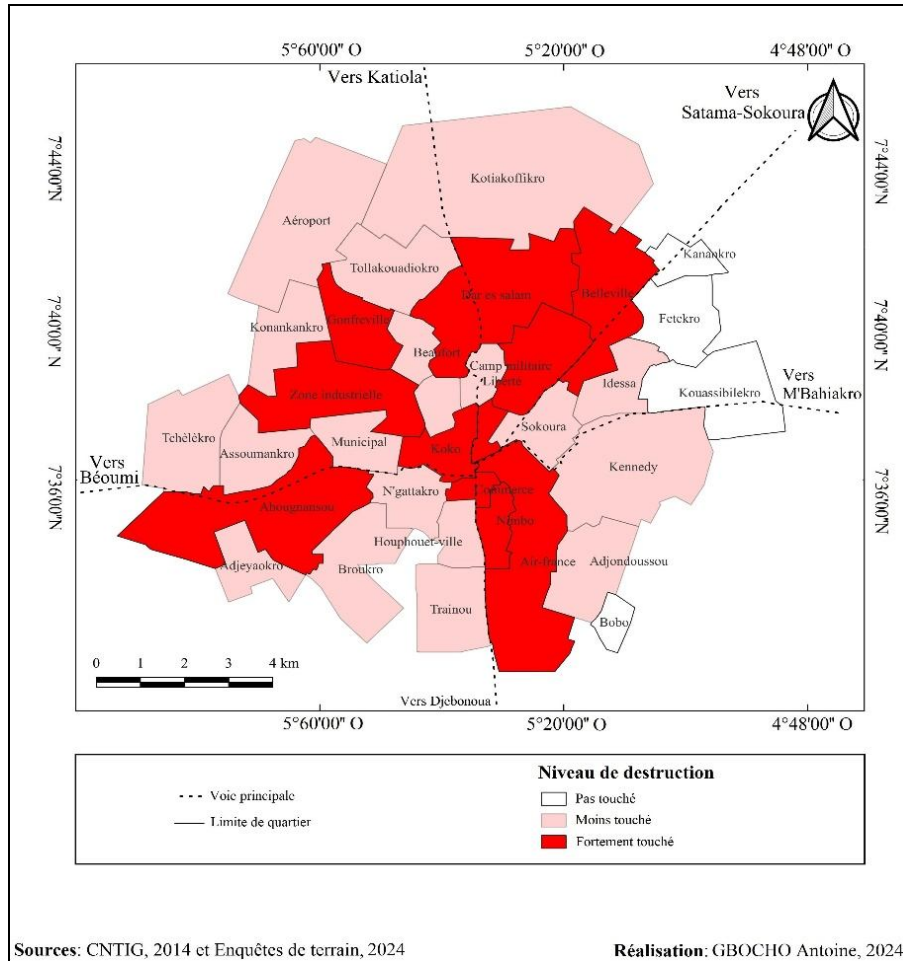


Source : GBOCHO A., vues prises en 2024.

Les destructions causées par les crises politico-militaires de 2002-2007 et de 2010-2011 à Bouaké ont aggravé la crise du logement en forçant de nombreux ménages à se déplacer. Ces logements demeurent à

l'abandon à ce jour, sans aucune initiative de réhabilitation. Les zones les plus touchées par les destructions se situent principalement autour du centre-ville (Carte n°2).

Carte n°2 : Niveau de destruction des quartiers de Bouaké



Il s'agit notamment des quartiers stratégiques comme Camp militaire, Liberté, Sokoura, Belleville, Beaufort, Air-France et Nimbo. Ces quartiers ont subi d'importants dégâts, contribuant à la pénurie de logements dans la deuxième plus grande ville de Côte d'Ivoire. La proximité des axes routiers a rendu ces quartiers plus vulnérables aux destructions en raison de leur importance stratégique et de leur accessibilité.

2.2.2. La spéculation foncière : un frein à la propriété foncière urbaine

La spéculation foncière à Bouaké représente un obstacle majeur à l'accès à la propriété. Les possibilités d'acquisition pour une grande partie de la population contribuent à l'augmentation du coût du foncier. De ce fait, le prix des parcelles de terrains constructibles connaît une surévaluation selon les quartiers (Tableau n°2).

Tableau n°2 : Estimation du prix d'achat d'une parcelle en fonction du m² par quartier

Quartiers	Prix d'achat selon les superficies en F CFA		
	400 m ²	500 m ²	600 m ²
Belleville	800 000	1 500 000	2 100 000
Air France 3	1 100 000	2 700 000	4 000 000
N'Dakro	900 000	1 000 000	2 500 000
Sokoura	350 000	3 000 000	3 500 000
Dar es Salam	1 200 000	2 500 000	3 000 000
Kennedy	-	2 700 000	4 000 000
Nimbo	1 500 000	2 500 000	2 500 000
Broukro	2 500 000	3 250 000	3 500 000

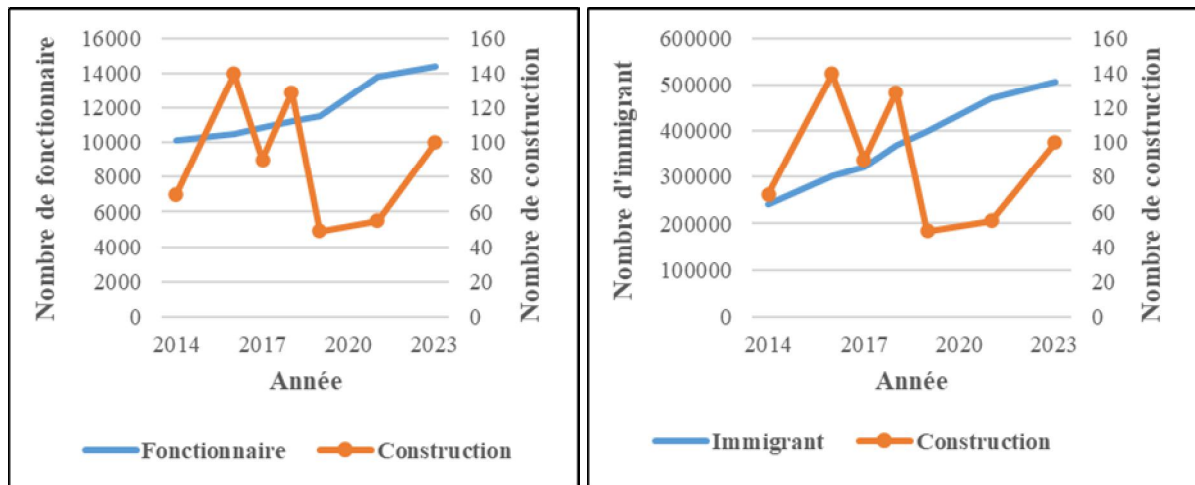
Source : D'après les résultats des enquêtes de terrain, Janvier 2024.

Les quartiers de haut standing, comme Kennedy et Air-France 3, imposent des normes urbanistiques exigeant de grandes superficies de terrains (500 à 1 200 m²), excluant ainsi les petites parcelles de 400 m². Ces zones affichent les coûts fonciers les plus élevés, variant entre 2 000 000 F et 4 000 000 F CFA. En revanche, les quartiers de bas standing offrent des terrains plus accessibles, avec des prix relativement plus bas.

2.2.3. Impact de la dynamique migratoire et du retour du personnel administratif sur l'offre de logement à Bouaké

L'évolution démographique de Bouaké est un facteur clé dans la crise du logement que connaît la ville. Plusieurs dynamiques contribuent à l'augmentation rapide de la demande en logement, notamment l'immigration (le retour des déplacés internes post-crise) et le retour du personnel administratif (Planche de figure n°2).

Planche de figure n°2 : Immigration, personnel administratif et les nouvelles constructions à Bouaké de 2014 à 2023



Source des données : INS, 2021 ; DR- MCLAU, Bouaké 2023 et DPSE, 2023

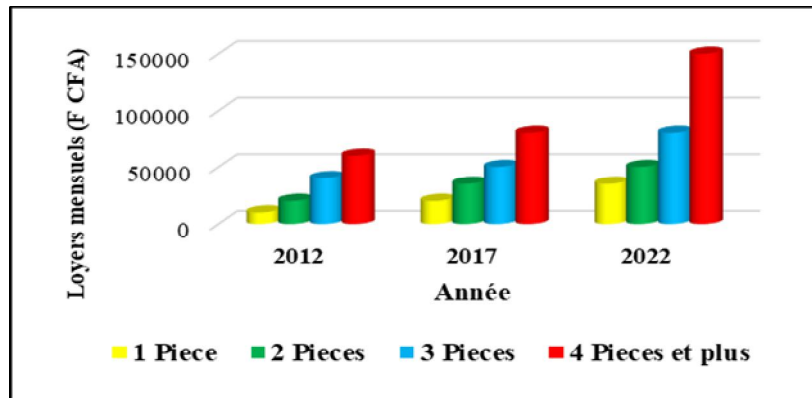
Les crises sociopolitiques de 2002 et 2011 ont profondément bouleversé l'évolution démographique de Bouaké. Elles ont d'abord provoqué un exode massif de la population, réduisant temporairement la demande en logements. Cependant, après la stabilisation, la ville a connu un retour progressif des déplacés, accompagné d'un afflux croissant de nouveaux migrants dont l'effectif est passé de 241 285 en 2014 à 508 200 en 2023. Par ailleurs, de nombreux fonctionnaires et agents de l'État, contraints de quitter la ville pendant les conflits, ont progressivement regagné Bouaké après l'apaisement. De 10 110 en 2014, l'effectif des agents de l'état est passé à

14 410 en 2023, intensifiant ainsi la pression sur le marché immobilier à Bouaké.

2.3. Les incidences de la crise de logement à Bouaké

2.3.1. Inflation du coût des loyers dans la ville de Bouaké : conséquence de la crise du logement

Fortement affectée par les crises sociopolitiques de 2002 et 2011, Bouaké fait face à une crise du logement qui a provoqué une flambée des loyers. La demande excédant largement l'offre, les loyers connaissent une hausse significative avec des variations selon les quartiers et même au sein d'un même quartier (Figure n°3 et Tableau n°3).

Figure n°3 : Evolution des loyers dans la ville de Bouaké

Source : D'après les résultats des enquêtes de terrain, Janvier 2024.

Tableau n°3 : Etat des loyers dans la ville de Bouaké

Quartiers	Nombre de pièce	Prix mensuels moyens (F CFA)
Belleville - N'Dakro - Sokoura - Dar es Salam	Une pièce	25 000
	2 Pièces	40 000
	3 pièces	60 000
Air-France 3 – Nimbo - Broukro	Une pièce	40 000
	2 Pièces	65 000
	3 pièces	100 000
Kennedy	Une pièce	50 000 et plus
	2 Pièces	115 000
	3 pièces et plus	150 000 et plus

Source : D'après les résultats des enquêtes de terrain, Janvier 2024.

La figure n°3 montre l'évolution des loyers mensuels selon le nombre de pièces à Bouaké de 2012 à 2022 alors que le tableau n°3 présente l'état des loyers mensuels dans quelques quartiers selon le nombre de pièces. Les loyers mensuels à Bouaké varient considérablement selon les quartiers et les types de logement. La forte demande face à une offre limitée a entraîné une hausse générale des prix, qui ont presque doublé ces dernières années.

Dans les quartiers comme Belleville, N'Dakro, Sokoura et Dar es Salam, les loyers restent relativement faibles, avec une pièce à partir de 20 000 F CFA et un maximum de 70 000 F CFA pour trois pièces. En revanche, à Air-

France 3, Nimbo et Broukro, les prix sont plus élevés, allant de 30 000 F à 50 000 F CFA pour une pièce et jusqu'à 120 000 F CFA pour trois pièces. Kennedy, affiche les loyers les plus élevés, avec une pièce à partir de 50 000 F CFA et des logements de trois pièces dépassant 150 000 F CFA. Ces disparités révèlent une forte segmentation résidentielle, accentuant les inégalités sociales et réduisant la mixité urbaine.

2.3.2. Surpeuplement et risque de promiscuité

Le manque de logement a une incidence sur la composition des ménages dans les quartiers enquêtés avec une prédominance des ménages de grande taille (Tableau n°4).

Tableau n°4 : Répartition des ménages selon leur taille dans les quartiers enquêtés

Nombres de personnes par ménage	Effectifs	Pourcentage (%)
Moins de 5 personnes	150	35,88
Entre 5 et 10 personnes	205	49,05
Plus de 10 personnes	63	15,07
Total	418	100,00

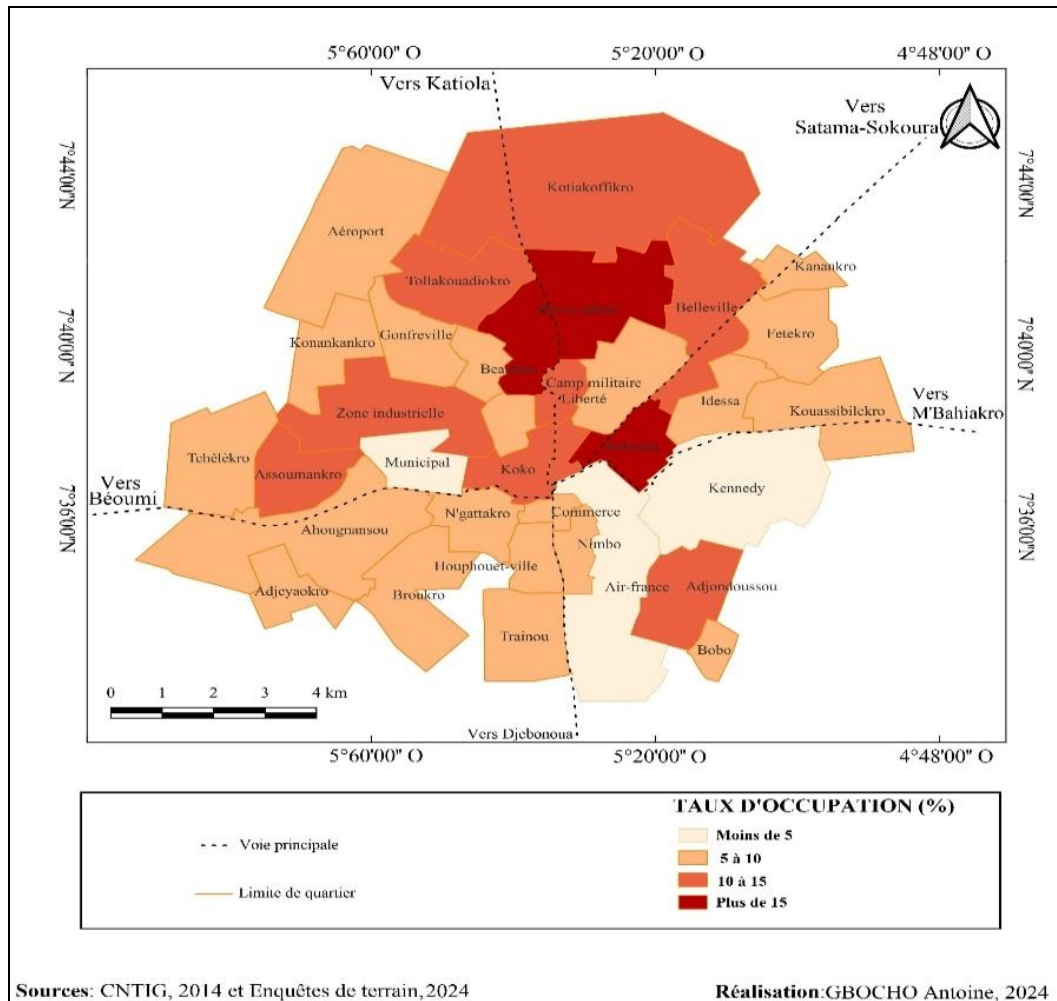
Source : D'après les résultats des enquêtes de terrain, Janvier 2024.

Près de 49% des ménages rassemblent entre 5 et 10 personnes, illustrant la persistance des familles élargies et des cohabitations pour des raisons économiques. Par ailleurs, plus de 15% des ménages sont composés de plus de 10 personnes, un indicateur potentiel de surpeuplement, notamment dans les quartiers populaires. Le taux d'occupation des

logements est en effet très élevé à Bouaké avec une variation selon les quartiers (Carte n°3). Ce taux est calculé à partir de la formule suivante :

$$\text{Taux d'occupation} = \frac{\text{Nombre d'occupants}}{\text{Nombre de pièces occupées}} \times 100$$

Carte n°3 : Taux d'occupation des logements à Bouaké



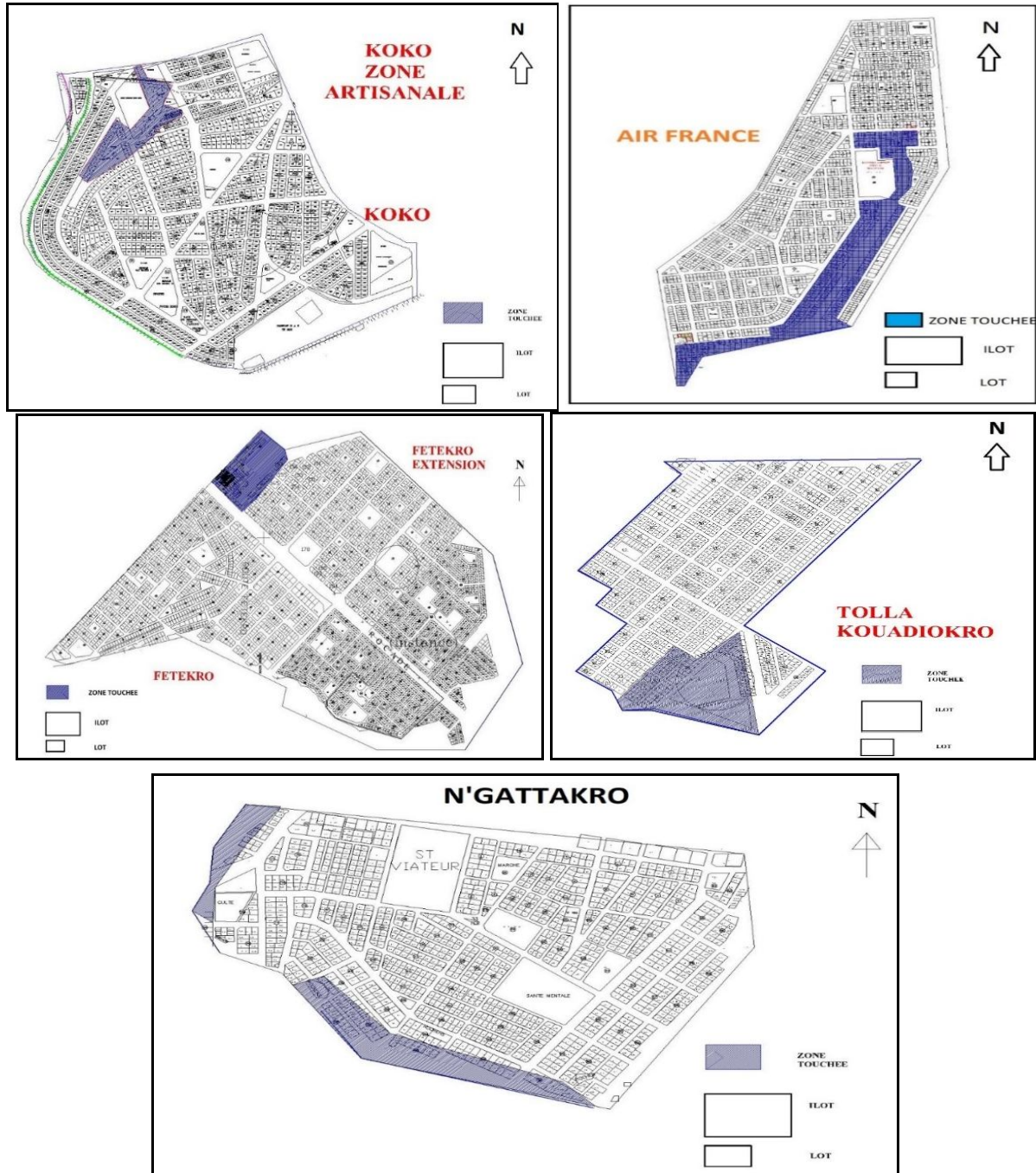
Dar Es Salam et Sokoura ont des taux d'occupation élevé (plus de 15%), tandis que Belleville et Camp militaire affichent des niveaux modérés (de 5 à 15%). En périphérie, Kennedy et Air-France 3 ont des taux plus faibles (moins de 5%). De façon générale, les quartiers centraux, densément peuplés, affichent des taux d'occupation plus élevés que les zones périphériques.

2.3.3. Développement de l'habitat à risque

Le développement de l'habitat à risque à Bouaké est une conséquence directe du manque de logements. Face à l'insuffisance de l'offre de logements et à la hausse des loyers,

de nombreux ménages à faible revenu se tournent vers des solutions précaires. Cela se traduit par la prolifération de quartiers informels caractérisés par des constructions spontanées, souvent sur des terrains non viabilisés et exposés à divers risques (inondations, insécurité, ...). Le Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme a identifié six sous-quartiers de la ville de Bouaké comme zone à risque situés à Air France 3, Fêtekro extension, N'Gattakro, Koko et Tolla Kouadiokro (Planche cartographique n°1).

Planche cartographique n°1 : Différentes zones inondables de la ville de Bouaké



Source : INS, 2014, Réalisation : GBOCHO A., 2024.

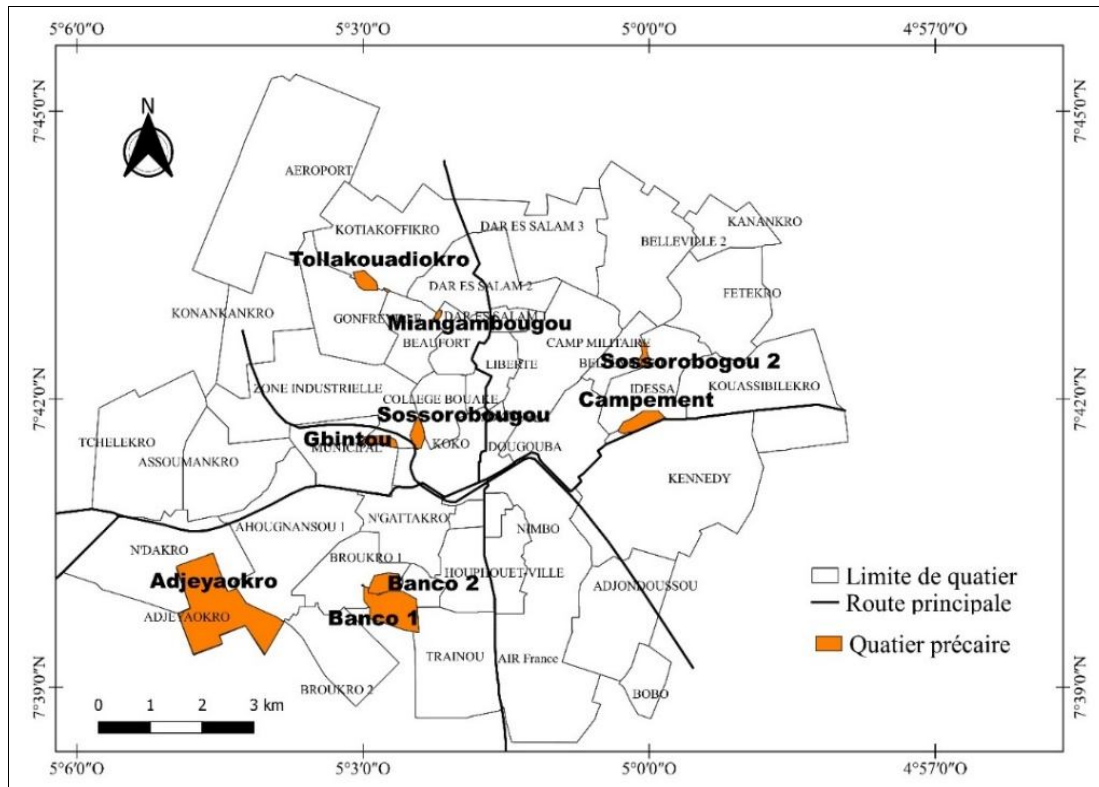
L'analyse des zones inondables à Bouaké met en évidence plusieurs quartiers exposés avec des traits communs et quelques spécificités (Planche cartographique n°1). La plupart des quartiers à risque d'inondation sont en effet situés dans des bas-fonds où l'eau de ruissellement s'accumule. Ils sont également caractérisés par la construction de logements sur des passages naturels de l'eau et abritent parfois des infrastructures précaires, exposant

ainsi les habitants à des dommages matériels et humains en cas de sinistre.

2.3.4. Développement de l'habitat précaire

Bouaké compte 09 quartiers précaires que sont : Tollakouadiokro, Mianmbougou, sossorobougou 1 et 2, Gbintou, Kennedy campement, Banco 1et 2 et Adjèyaokro (Carte n°4).

Carte n°4 : Localisation des quartiers précaires à Bouaké



Source : INS, 2021 et enquêtes de terrain, 2024, Réalisation : GBOCHO A., 2024.

Ces quartiers précaires sont pour la plupart caractérisés par un habitat dense et désorganisé, des logements faits de matériaux traditionnels, un manque d'infrastructures de base et une forte concentration de populations. Les plus vastes sont Adjèyaokro et Banco 1, situés au sud de la ville. Ces quartiers abritent une population confrontée à des conditions de logement difficiles avec des risques de surpeuplement.

3. Discussion

Cette étude a permis de montrer que Bouaké constitue un terrain d'analyse privilégié pour explorer l'impact des crises sociopolitiques sur l'accès au logement. Les conflits armés et les crises politiques ont conduit à une destruction directe des logements dans cette ville. S. Fanchette *et al.* (2003, p. 129) ont également mis en évidence les liens étroits entre instabilité politique et destructions d'infrastructures urbaines telles que les habitations, les établissements scolaires, les marchés et les équipements sanitaires. Leurs recherches menées notamment en Côte d'Ivoire et au Libéria montrent que les périodes de guerre ont entraîné la ruine de

nombreux quartiers résidentiels et la dégradation des services de base.

De son côté, E. Brunet-Jailly (2010, p. 206) s'est intéressé aux effets directs des conflits urbains sur le patrimoine bâti et le parc immobilier. Il souligne que les affrontements, les pillages et les incendies ciblent souvent les logements civils, les bâtiments administratifs et les infrastructures commerciales, réduisant considérablement la capacité d'accueil des villes.

La spéculation foncière est également apparue comme l'un des facteurs du manque de logement à Bouaké, comme dans d'autres grandes villes africaines. Selon A. Fauquet *et al.* (2015, p. 134), l'accaparement des terrains urbains par des investisseurs privés, souvent en lien avec des réseaux politico-économiques, contribue à raréfier les parcelles disponibles pour les ménages à revenus modestes. Ces pratiques spéculatives entraînent une flambée artificielle des prix du foncier urbain et rendent l'accès à la propriété de plus en plus difficile pour les couches populaires. Les auteurs montrent que, dans plusieurs capitales africaines, cette dynamique favorise la concentration du foncier entre les

maines d'une minorité et accentue les inégalités spatiales et sociales.

A. Diop (2018, p. 245) a approfondi cette question à travers une étude menée à Dakar, où il démontre que la spéculation foncière exerce une pression considérable sur les populations vulnérables. Selon lui, les terrains initialement destinés à l'habitat social ou collectif sont souvent détournés de leur usage au profit de projets immobiliers haut de gamme.

Le surpeuplement urbain constitue l'une des conséquences visibles de la crise du logement à Bouaké. Ce constat est également fait par J.-P. Garnier (1981, p. 135). Dans son étude sur les dynamiques urbaines en France, il montre que la cohabitation excessive de plusieurs familles dans un même logement favorise la transmission de maladies infectieuses, accentue les tensions sociales et psychologiques entre les occupants, et limite l'intimité domestique.

Enfin, la crise du logement a été un catalyseur majeur de la transformation du paysage urbain à Bouaké. En période d'instabilité, la fragilité des institutions et la désorganisation du marché foncier entraînent une urbanisation non planifiée et une multiplication des formes d'habitat précaire comme le montrent plusieurs études.

A. Lindon et F. Moriconi-Ebrard (2004, p. 87) ont ainsi montré que les crises successives observées dans plusieurs villes africaines accélèrent la recomposition de l'espace urbain. Leur analyse, fondée sur les cas de villes comme Abidjan, Monrovia et Kinshasa, révèle que les quartiers périphériques connaissent une expansion rapide sous forme d'habitat informel, souvent dépourvu d'infrastructures de base.

J.-P. Kouadio (2016, p. 210) a analysé les liens entre conflits armés, destruction des logements et recompositions spatiales dans les grandes villes ivoiriennes, notamment à Abidjan et à Bouaké. Selon lui, les guerres civiles ont entraîné la fragmentation de l'espace urbain et la reconfiguration des quartiers sinistrés, souvent réoccupés de manière anarchique après les affrontements.

S. Gueye (2008, p. 70) a quant à lui mis en évidence la relation directe entre spéculation foncière et expansion de l'urbanisation informelle en Afrique de l'Ouest. Il montre que la hausse incontrôlée des prix du foncier pousse les ménages défavorisés à s'installer dans des zones non viabilisées ou illégalement occupées, donnant naissance à des quartiers spontanés dépourvus de services urbains essentiels.

De son côté, M. Lussault (2007, p. 220) a analysé les effets du surpeuplement sur l'organisation de l'espace urbain. Il montre que ce phénomène conduit à une utilisation non planifiée et souvent anarchique du sol urbain : les cours, balcons et espaces initialement destinés à d'autres usages sont transformés en lieux d'habitation ou de commerce. Cette densification informelle modifie la morphologie des quartiers, fragilise les infrastructures existantes et accentue les inégalités d'accès aux équipements urbains.

P. Merlin (1990, p. 105), pour sa part, s'est intéressé aux conséquences du surpeuplement dans les logements sociaux et les quartiers denses. Il souligne que la saturation de ces espaces réduit la qualité de l'habitat et compromet la durabilité des infrastructures. Son analyse montre que la sur-occupation des logements entraîne une usure prématurée des bâtiments, la surcharge des réseaux d'eau et d'assainissement, ainsi qu'une dégradation du cadre de vie.

Ainsi, le surpeuplement, loin d'être un simple symptôme du manque de logements, s'impose comme un facteur aggravant de la pauvreté urbaine et un défi majeur pour la planification et la gouvernance des villes, notamment en Afrique subsaharienne. L'étude récente menée par N. Sangare *et al.* (2024, p. 71) à Bouaké montre cependant que, malgré la crise foncière et la pression démographique, des dynamiques locales d'adaptation se développent. Les auteurs relèvent que des quartiers tels que N'Gattakro, Koko et Belleville présentent des initiatives communautaires orientées vers l'auto-construction ou la mutualisation de terrains, favorisant un accès plus équitable à l'habitat. Ces pratiques reposent sur la solidarité communautaire, la médiation coutumière dans

la gestion foncière, et parfois sur le soutien discret de certains programmes publics ou ONG locales.

L'accès au logement à Bouaké demeure un défi majeur qui nécessite une approche globale, intégrant les conséquences des crises sociopolitiques, l'instabilité économique et les besoins en infrastructures. Il est crucial que les autorités ivoiriennes, en collaboration avec les acteurs privés et les organisations internationales, mettent en place des stratégies adaptées pour remédier au déficit de logements. Cela passe par une régulation efficace du marché foncier, une amélioration de la qualité de l'habitat et le développement de logements accessibles à toutes les catégories sociales.

Conclusion

La ville de Bouaké fait face à des défis majeurs en matière d'urbanisme et de logement du fait des conséquences des crises sociopolitiques. Ces crises ont exacerbé les problèmes structurels et sociaux liés à l'habitat. Elles ont notamment dévasté une partie importante des infrastructures résidentielles, réduisant ainsi la capacité de logement dans la ville. La flambée des prix des terrains constitue par ailleurs un frein majeur à l'accès à la propriété pour les populations. Le déséquilibre entre une demande croissante et une offre limitée aggrave les conditions de logement avec notamment une hausse considérable des loyers et des risques de surpeuplement. La pression démographique post-crise et les faibles alternatives de logement ont également entraîné le développement des quartiers précaires et les constructions dans les zones à risque. Bouaké illustre les défis des villes africaines en reconstruction post-crise, où les problématiques de logement sont exacerbées par des facteurs socio-économiques et politiques. Une stratégie globale doit inclure la reconstruction du parc immobilier, la régulation foncière, le développement de logements sociaux accessibles et une meilleure planification urbaine.

Références bibliographiques

- BRUNET-JAILLY Emmanuel, 2010, *Géographie urbaine : sociétés, espaces et territoires*, Armand Colin, Paris, France, 348 p.
- DIOP Abdoulaye 2018, *Spéculation foncière et exclusion urbaine : Le cas de Dakar*, Thèse de doctorat, Université de Paris 8, Paris, France, 302 p.
- FANCHETTE Sylvie et MOUSTIER Patrice, 2003, *Crises, aménagements et territoires en Afrique de l'Ouest*, Karthala, Paris, France, 264 p.
- FAUQUET Alain et PACAUD Gabriel, 2015, « La spéculation foncière et la crise du logement en Afrique subsaharienne », *Revue Tiers Monde*, p. 129-150.
- GARNIER Jean-Pierre, 1981, *La ville, les individus et l'espace social*, Editions L'Harmattan, Paris, France, 245 p.
- GUEYE Souleymane, 2008, « Spéculation foncière et urbanisation informelle : défis pour les villes africaines », *Afrique Contemporaine*, p. 61-76.
- INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE, 2021, *Résultats Globaux du recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-2021) de 2021*, INS, Abidjan, Côte d'Ivoire, 37 p.
- KOUADIO Jean-Philippe, 2016, *Les destructions immobilières et recompositions spatiales après les crises politiques en Côte d'Ivoire*, Thèse de doctorat, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris France, 399 p.
- KOUADIO N'Guessan Arsène, 2017, *Dynamique urbaine et accès aux logements dans la ville de Bouaké*, Mémoire de Maîtrise de recherche de Géographie, Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire, 215 p.
- LINDON Annie et MORICONI-EBRARD François, 2004, *Les mutations des villes du Sud*, CNRS Éditions, Paris, France, 237 p.

- LUSSAULT Michel, 2007, *L'espace des sociétés*, Armand Colin, Paris, France, 420 p.
- MARIE Aurières, 2016, *Villes africaines et gouvernance urbaine : défis du logement et de l'habitat populaire*, Karthala, Paris, France, 112 p.
- MERLIN Pierre, 1990, *Urbanisme et sociétés*, Editions L'Harmattan, Paris, France, 267 p.
- Ministère de la Construction du Logement et de l'Urbanisme, 2017, *Schéma directeur d'urbanisme, Bouaké 2030 : Rapport final*, MCLU Abidjan, Côte d'Ivoire, 183 p.
- ONU-Habitat, 2020, *Rapport sur l'état des villes africaines : urbanisation durable pour un avenir prospère*, Nairobi, Kenya, 182 p.
- SANGARÉ Nouhoun, KOUADIO N'Guessan Arsène et DIARRASSOUBA Bazoumana, 2021, « La crise de logements à Bouaké (Côte d'Ivoire) : entre promiscuité et risque de diffusion de la Covid-19 », *Revue Espace, Territoires, Sociétés et Santé*, Vol. 4, N°7, juil. 2021, p. 183-196.
- SANGARÉ Nouhoun, DIARRASSOUBA Bazoumana et BROU Koffi Emile, « Accès aux logements décents dans les villes de Bouaké et de Korhogo (Côte d'Ivoire) : du mal-logement aux stratégies résidentielles des ménages », *GEOTROPE*, Hors-Série N°1, p. 71-85.
- SYLLA Mamadou et TALL Serigne Mansour, 2019, *Urbanisation et politiques du logement en Afrique de l'Ouest : entre informalité et régulation*, Dakar : CREPOS, 510 p.
- OUSMANE Diagana, 2015, *Performances économiques Ivoiriennes depuis la fin de crise post-électorale*, Rapport de la Banque mondiale sur la situation économique récente en Côte d'Ivoire, 45 p.
- UNION EUROPEENNE, 2020, *Rapport sur l'accès à un logement décent et abordable pour tous*, Parlement Européen 2019-2024, Document de séance, Commission de l'emploi et des affaires sociales, 34 p.